RURALITÉ
Le renouveau des campagnes

Des élus, des habitants et des entrepreneurs font revivre des villages que l'on pensait voués à l'abandon. Dans les régions, des initiatives innovantes et pérennes voient le jour, à tel point que l'on arrive à imaginer qu'une vraie renaissance des campagnes est possible.

— Par **CYRIL BROSSET**

On les croyait promis à disparaître ou, au mieux, voués à servir de cités-dortoirs aux habitants des grandes villes à la recherche d'un peu de verdure. On pensait inexorables la disparition de leurs commerces, la fermeture de leurs écoles, l'éloignement de leurs services publics et le départ de leur population. Et si, finalement, les villages étaient l'avenir du pays ? En tout cas, depuis quelque temps, certains renaissent. Partout en France, des initiatives fleurissent pour leur redonner vie. Ici, c'est un magasin qui ouvre, là, une société qui s'installe, là encore, un établissement scolaire qui réapparaît ou des services publics qui reviennent, montrant à qui veut l'entendre que le déclin des campagnes n'est pas une fatalité. Après des décennies de tristesse et de désespoir, de nombreux villages sont en train de revivre. Cette tendance ne date pas d'hier. Cela fait plus de 30 ans que les zones rurales gagnent plus d'habitants qu'elles n'en perdent. Mais désormais, on peut observer une accélération du mouvement.

Des néoruraux débordants d'énergie

Entre 2011 et 2016, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) estimait à 100 000 le nombre de personnes fuyant chaque année le stress et la pollution des grandes agglomérations. Avec quelque 50 000 départs par an, l'Île-de-France, qui est de loin la région la plus touchée par cet « exode urbain », ne doit le maintien de son équilibre démographique qu'à une natalité florissante. Parmi ces « migrants », les jeunes trentenaires occupent une place prépondérante. Ils sont de loin les plus nombreux à vouloir se mettre au vert, en quête d'un cadre de vie agréable pour faire grandir leurs enfants, et de relations humaines plus saines et plus chaleureuses. *« Ces néoruraux arrivent dans les villages avec des envies qui leur* >>>

SUR LE TERRAIN

CINQ INITIATIVES QUI MARCHENT

Partout en France, des projets innovants fleurissent ici et là. Nous avons choisi de mettre cinq d'entre eux en lumière. Menés dans différentes régions, ils ont permis à la fois de répondre à un besoin de la population et de recréer de la vie dans la commune.

L'offre multiservice est la clé de la réussite pour les petits commerces des zones rurales.

S. AUDRAS/REA

COMPTOIR DE CAMPAGNE
SAINTE-BLANDINE *(ISÈRE)*

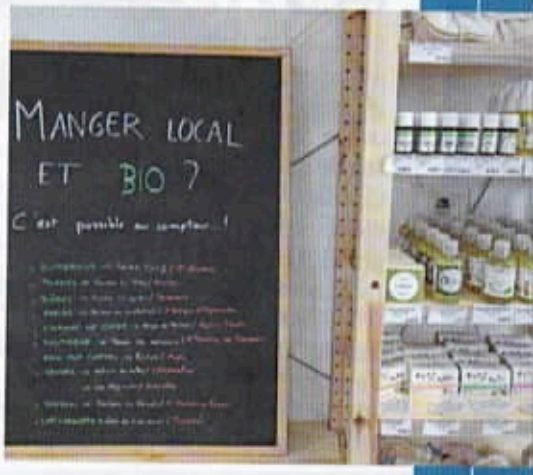
Rentable dès la première année

Un nouveau genre de commerce permet aux habitants des villages d'acheter des produits locaux, de prendre un café et de se faire coiffer.

Depuis décembre 2019, les habitants de Sainte-Blandine n'ont plus à se rendre à La Tour-du-Pin, à 3 kilomètres de là, pour faire leurs courses. Au centre de ce village d'à peine 1000 âmes trône l'un des tout premiers Comptoirs de campagne de France. Dans cette boutique pas comme les autres, il est possible non seulement d'acheter toutes sortes de produits provenant d'une cinquantaine d'agriculteurs et de fabricants locaux, mais aussi de boire un café, de manger sur le pouce, de retirer un colis, d'envoyer un courrier ou juste de profiter du wifi. En plus, dans une salle attenante, se succèdent tout au long de la semaine une coiffeuse, une esthéticienne, un ostéopathe et, peut-être, bientôt un banquier, prêts à recevoir les clients qui le souhaitent. Pour Sylviane Barcet, la directrice du développement de la société Comptoir de campagne, à l'origine du concept, *« le multiservice est la clé de la réussite. Le fait de multiplier les sources de revenus permet de générer suffisamment de rentrées d'argent pour payer les deux salariées, le loyer et les charges du magasin »*. Le modèle s'appuie aussi sur une mutualisation de l'approvisionnement. *« Nous faisons en sorte d'installer sur un même territoire quatre ou cinq Comptoirs de campagne, distants les uns des autres de quelques dizaines de kilomètres. Grâce à ce fonctionnement en "grappes", nous pouvons recruter des acheteurs, dont la mission est d'identifier les producteurs susceptibles de nous fournir et d'assurer l'approvisionnement des magasins sans intermédiaire »*, indique-t-elle.

C'est bien parti !

Le modèle a beau être récent, le pari semble gagné. Ouvert depuis le 30 novembre 2019, le Comptoir de campagne de Sainte-Blandine devrait terminer sa première année d'exploitation dans le vert. Qui plus est, il est devenu, pour les habitants du village, un lieu incontournable. *« Nous voyons passer aussi bien des personnes âgées qui ne peuvent pas se déplacer que des jeunes couples qui ne veulent pas prendre leur voiture pour aller faire leurs courses »*, constate Virginie, une ancienne manageuse de McDonald's qui gère le magasin.



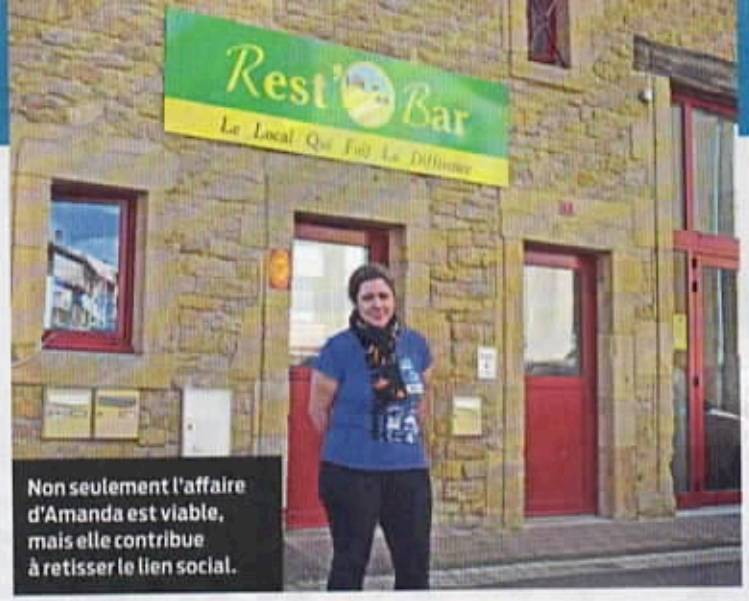
Le succès de chaque Comptoir dépend aussi de l'implication de ses employés. *« On fait au mieux pour répondre aux envies de nos clients et discuter avec eux. Nous organisons aussi régulièrement des rencontres avec les producteurs, des apéritifs ou des miniconcerts, qui font venir du monde dans le point de vente et contribuent à animer le village »*, explique-t-elle. Quatre ans après sa création, la société Comptoir de campagne compte aujourd'hui 11 boutiques réparties en 3 grappes et vise une quarantaine de magasins en 2022. *« La demande est forte,* admet Sylviane Barcet. *Beaucoup de maires de communes rurales s'intéressent à notre concept afin de redonner de la vie à leur bourg. »* Pour l'instant, l'entreprise se concentre en Auvergne-Rhône-Alpes, mais des projets d'ouverture en Normandie ou en Île-de-France pourraient aussi voir le jour. Avant, peut-être, d'essaimer dans toutes les campagnes françaises. ◆

REST'Ô BAR

UGNY *(MEURTHE-ET-MOSELLE)*

De vrais services à la population

Dans son bar, Amanda offre des services répondant aux besoins des habitants. Elle est soutenue par l'opération 1000 cafés.



Non seulement l'affaire d'Amanda est viable, mais elle contribue à retisser le lien social.

« *Beaucoup d'habitants d'Ugny travaillent au Luxembourg. Ils partent tôt le matin, reviennent tard le soir. Je voulais vraiment leur apporter un service qui les aide au quotidien.* » Amanda sait de quoi elle parle. Cette mère de quatre enfants a elle-même été responsable commerciale au grand-duché, avant de changer radicalement de vie en 2019. Profitant d'une période de chômage, elle imagine un concept de bar qui puisse s'intégrer à un village de 750 âmes. « *Dès le début, j'ai eu l'idée de multiplier les services,* explique-t-elle. *Cela permet non seulement de diversifier les sources de revenus, mais aussi d'attirer des gens qui ne seraient pas forcément venus autrement.* » Au Rest'ô bar, on peut boire un verre, manger, ou encore récupérer un colis, envoyer un recommandé ou participer à l'une des nombreuses activités proposées. Pour mener à bien son projet, Amanda a été soutenue par la mairie, ainsi que par l'initiative 1000 cafés, lancée par le Groupe SOS. « *Ils ont effectué les démarches administratives à ma place, financé l'équipement du bar et m'accompagnent sur le long terme. Grâce à eux, je bénéficie de formations, de conseils personnalisés et de tarifs négociés auprès de fournisseurs* », souligne-t-elle. Sans cette aide, Amanda n'aurait certainement jamais pu monter son affaire. « *L'ouverture était prévue le 15 mars, la veille de l'annonce du confinement, alors que j'avais fait le plein de marchandises. Sans 1 000 cafés, jamais je n'aurais pu retravailler en avril.* » Six mois plus tard, le Rest'ô bar est bien debout et Amanda a l'impression de réussir son pari. « *Non seulement nous atteignons nos objectifs, mais en plus, les gens se retrouvent et de nouvelles amitiés se nouent.* » ◆

>>> *sont propres, une énergie nouvelle et un esprit conquérant* », constate le journaliste économique Vincent Grimault, auteur du livre *La renaissance des campagnes* (aux éditions du Seuil). Une fois sur place, ils créent des associations, ouvrent des points de vente, organisent des événements… Certains n'hésitent pas à intégrer le comité des fêtes local, voire à se présenter aux élections municipales dans leur nouvelle commune. « *Cette gentrification n'est pas sans générer quelques tensions,* reconnaît Vincent Grimault, *mais en général, tout finit par rentrer dans l'ordre lorsque chacun se rend compte que ce qu'ils apportent va plutôt dans le bon sens.* » Outre ces démarches individuelles, de plus en plus d'investisseurs, après avoir perçu le potentiel qu'offrait le monde rural, lancent des initiatives spécifiquement tournées vers les campagnes. Il s'agit de créer des entreprises ou des commerces, mais également de soutenir des porteurs de projets qui chercheraient à s'implanter dans un village, que ce soit en les aidant à acquérir un local, en finançant l'achat d'équipements ou encore en leur apportant une expertise ou un soutien logistique. Et ça fonctionne! De plus en plus de ces initiatives se révèlent aujourd'hui rentables et pérennes.

Contrairement à ce que l'on s'imagine trop souvent, les campagnes ont de nombreux atouts et ne sont pas si abandonnées

Une dynamique très inégale

Certes, on est encore loin d'assister à une vraie renaissance de toutes les provinces françaises. Alors que dans certaines, la dynamique est solide, ailleurs, rien ne bouge vraiment. La réussite passe notamment par la mobilisation des élus. Des collectivités locales n'ont pas hésité à investir dans d'ambitieuses campagnes de communication pour convaincre les habitants des grandes villes de s'établir sur leur territoire. Plusieurs d'entre elles sont même allées jusqu'à accorder une aide financière ou à faire bénéficier d'un accompagnement sur mesure celles et ceux qui souhaiteraient franchir le pas. Des municipalités ou des communautés de communes achètent et rénovent à tour de bras des locaux pour les louer à des tarifs préférentiels à des artisans, à des commerçants ou à des ménages prêts à venir s'y installer. Il est vrai également que certaines

LA FOLLE AVENTURE
TRÉVOUX *(AIN)*

Rien ne serait possible sans les bénévoles

Parce qu'ils voulaient à tout prix voir une librairie dans leur ville, des habitants se sont regroupés pour en créer une et se démènent pour la faire vivre.

Des bénévoles aident leur libraire au quotidien.

S. AUDRAS/REA

Perchée au-dessus des méandres de la Saône, la petite commune de Trévoux (Ain) avait dû se résoudre à voir sa dernière librairie baisser le rideau en 2016. Jusqu'à ce qu'un groupe d'habitants refusant cette fatalité relève le défi d'en rouvrir une. Une association et une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) sont créées pour porter le projet. Puis, un an plus tard, une société civile immobilière (SCI), soutenue par deux structures du secteur social et solidaire, Villages vivants et Valhorizon, voit le jour avec, pour mission, de racheter un local vacant au cœur de la ville. Après des travaux réalisés par les bénévoles et l'embauche d'une libraire, La folle aventure ouvre ses portes le 18 mai 2019. Les habitants de Trévoux et des alentours peuvent y acheter des romans, des BD et d'autres livres sélectionnés par la libraire, ainsi que des jeux et de la carterie. Une salle est dédiée aux expositions, aux dédicaces et aux rencontres avec des auteurs. *« Les clients sont au rendez-vous et le chiffre d'affaires ne cesse de progresser, mais si la librairie vit, c'est grâce au travail d'Audrey, la libraire, et à l'implication de 25 bénévoles,* constate Michel Fournet-Fayas, un membre coopérateur. *Chacun consacre le temps qu'il peut au projet. Moi, je m'occupe de la comptabilité, mais d'autres volontaires aident à mettre les livres en rayon, à entretenir le local ou à organiser les animations. »* Grâce à cette mobilisation, au soutien financier de particuliers et d'organismes comme la Direction régionale des affaires culturelles (Drac), cette Folle aventure n'est pas près de s'arrêter. ◆

régions du pays doivent faire face à des obstacles sur lesquels elles n'ont que peu de pouvoir. Il n'est pas forcément évident, en effet, d'attirer les familles quand le bourg n'est pas couvert par le réseau mobile, que l'Internet fixe rame ou que le collège le plus proche est situé à une demi-heure de route. Les entrepreneurs, aussi motivés soient-ils, réfléchissent à deux fois avant d'ouvrir un commerce lorsque le village est encerclé par des zones commerciales. Quant aux parents de jeunes enfants, ils ont beau rêver de nature, ils ne sont pas tous disposés à se fixer au milieu de nulle part lorsque des cités pavillonnaires proches de toutes les commodités leur tendent les bras.

Pourtant, après avoir parcouru la France rurale de long en large à la rencontre de ses habitants et de ses élus, Vincent Grimault est formel. Selon lui, les villages possèdent bien plus d'atouts qu'ils ne le pensent. *« À force de répéter que les campagnes vont mal, tout le monde a fini par le croire. Or, lorsqu'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que la situation est loin d'être aussi catastrophique. Contrairement à ce que l'on entend trop souvent, aucune campagne n'a réellement été abandonnée par les pouvoirs publics. Les écoles sont assez bien réparties sur le territoire et les conditions d'apprentissage, plutôt meilleures qu'en ville,* assure-t-il. *Par exemple, le niveau scolaire des enfants de la Lozère est aussi élevé qu'ailleurs, alors que le niveau d'études des parents est plus bas et que l'offre d'orientation y est plus limitée. Quant aux services publics, certes, ils ont eu tendance à s'éloigner, mais à aucun endroit ils n'ont complètement disparu. On ne peut pas aller à l'université ou à l'opéra en habitant la campagne, mais tous les Français ont à proximité de chez eux un collège, un lycée et un cinéma. »* D'après le journaliste économique, les emplois, non plus, n'ont pas totalement déserté. Il poursuit : *« Le tissu économique rural est plus dense qu'on ne le pense. Les entreprises sont bien sûr moins nombreuses qu'en ville et si l'une d'elles ferme brutalement, les conséquences pour les communes alentour peuvent être dramatiques. Toutefois, leur durée de vie est généralement plus longue et, depuis des années, le nombre de reprises a tendance à augmenter. »*

L'action de l'État indispensable mais insuffisante

Il n'en demeure pas moins que le rôle de l'État dans le développement des zones rurales est essentiel et qu'aujourd'hui, il ne se montre malheureusement pas à la hauteur. Pour l'économiste Gérard-François Dumont, qui enseigne à l'université Paris IV-Sorbonne, les pouvoirs >>>

LES USINES
LIGUGÉ *(VIENNE)*

Une trentaine de professionnels hébergés dans un tiers-lieu

En 2009, quatre jeunes animés par la même envie transforment les ruines d'une usine de filature en un lieu de création innovant.

Laissée à l'abandon depuis les années 1970, la filature de Ligugé aurait dû être démolie. C'était sans compter sur l'abnégation de quatre jeunes gens qui, au terme d'un long combat, en rachètent les ruines en 2009 et y créent un lieu pas comme les autres. Dans les bâtiments répartis sur 2 hectares, des ateliers sont aménagés et des porteurs de projets, accueillis. Dix ans plus tard, Les usines hébergent une trentaine de professionnels, dont un coiffeur, un ferronnier, un taillandier, un décorateur de spectacles, une marqueteuse, un brasseur, un facteur d'instruments à vent, un producteur de plantes aromatiques et bien d'autres. *« La diversité des profils, c'est la clé de ce genre d'endroit,* soutient Denis Meunier, l'un des fondateurs. *Des échanges naissent des projets qui n'auraient jamais pu voir le jour ailleurs. »* Côté administration, alors qu'une SCI gère le bâti, une association, à laquelle adhèrent tous les résidents, se charge de faire vivre ce « tiers-lieu » et de l'ouvrir sur l'extérieur. Des événements (journées portes ouvertes, festival…) y sont régulièrement organisés et, chaque vendredi soir, un marché de producteurs se tient dans l'allée centrale. *« Au début, les élus et les administrations ne comprenaient pas ce que nous voulions faire. Mais à force d'explications, nous avons réussi à les convaincre et, aujourd'hui, ils nous soutiennent,* indique Denis Meunier, qui a encore des projets plein la tête. *Grâce à une entreprise spécialisée, nous sommes en train de faire revivre l'ancienne centrale hydroélectrique de l'usine. Nous préparons également l'accueil de nouveaux artisans et envisageons de transformer un bâtiment en serre urbaine. Nous n'hésitons pas à tenter d'autres expériences. »* ◆

Pour Denis Meunier, l'un des fondateurs, la diversité des profils accueillis est le secret de la réussite.

>>> publics pourraient intervenir dans deux domaines. *« Tout d'abord, ils devraient faire en sorte que tous les territoires bénéficient d'un accès satisfaisant aux réseaux numériques. Leur permettre de disposer d'une bonne couverture fixe et mobile est aujourd'hui indispensable pour espérer qu'ils se développent »*, juge l'universitaire. Pourtant, si de la fibre optique est tirée partout, y compris dans les campagnes, son déploiement a pris du retard. L'objectif que s'était fixé la France d'une couverture complète du pays en très haut débit d'ici à 2022 ne sera sans doute pas atteint. Il en est de même pour les réseaux mobiles. Les opérateurs ont beau redoubler d'efforts pour résorber les zones blanches sous la pression du gouvernement, encore trop d'habitants ne peuvent ni passer un coup de fil sur leur téléphone portable ni envoyer un SMS depuis leur domicile. Ensuite, d'après Gérard-François Dumont, l'État aurait également tout intérêt à faire évoluer la relation financière qu'il entretient avec les campagnes. *« Il faudrait, d'une part, revoir à la hausse les dotations financières accordées aux communes rurales qui, à population équivalente, sont actuellement deux fois moins importantes que pour les villes ; et, d'autre part, abandonner la méthode des appels à projets qui, trop fréquemment, envoie les politiques territoriales dans de mauvaises directions »*, suggère-t-il.

L'accès à une bonne connexion Internet et un meilleur soutien de l'État : deux conditions essentielles du développement

Les maires doivent trouver leur place

La formation des élus locaux mériterait, en outre, d'être revue. Les porteurs de projets innovants sont encore trop nombreux à se heurter à des édiles qui, faute d'information, au mieux, ne les soutiennent pas, au pire, leur mettent des bâtons dans les roues. *« La plupart des maires ruraux se voient toujours comme des bâtisseurs et estiment que leur mandat sera un échec s'ils n'ont pas refait le revêtement des routes ou construit un lotissement,* constate Vincent Grimault. *Or, aujourd'hui, ceux qui réussissent à mener à bien des projets sont ceux qui ont accepté de jouer le rôle de superanimateur et de se placer en coordonnateur des actions de différents partenaires. C'est peut-être moins porteur vis-à-vis de la population, mais cela se révèle plus efficace. »*

GUICHET FRANCE SERVICES

NOZAY *(LOIRE-ATLANTIQUE)*

Répondre à la dématérialisation des services publics

Depuis peu, les habitants de Nozay et de ses environs peuvent effectuer leurs démarches administratives sans faire des kilomètres.

Parmi les réponses à la crise des Gilets jaunes, le gouvernement avait annoncé la création, d'ici à 2022, de 2000 guichets France services, en particulier dans les zones rurales et les quartiers prioritaires. Celui de Nozay est né il y a quelques mois grâce à la communauté de communes, qui a mis les locaux à disposition, et à la Mutualité sociale agricole (MSA), qui a recruté et formé deux agents d'accueil. Désormais, les habitants de cette petite ville de 4000 âmes, située à 40 kilomètres de Nantes, peuvent trouver chaque jour de la semaine de l'aide pour joindre leur caisse de retraite, régler un litige avec le fisc, contacter Pôle Emploi ou d'autres services publics. Dans les six autres villages de l'intercommunalité, des permanences sont assurées, y compris en période de confinement. *« Nous nous donnons pour mission de permettre aux administrés d'effectuer leurs démarches auprès de neuf services publics par le biais d'ordinateurs que nous mettons à leur disposition,* déclare Hervé L'Helgouach, responsable des guichets France services à la MSA de Loire-Atlantique et de Vendée. *Alors que la dématérialisation des procédures administratives est inéluctable, nous essayons d'apporter un soutien humain et de ne laisser personne sans solution. »* À ce jour, 856 structures France Services ont ouvert (liste sur Cohesion-territoires.gouv.fr/france-services). ◆

Le journaliste enchaîne : *« Les élus devraient surtout prendre conscience que leur territoire, comme tous les autres, possède des atouts. Ils auraient intérêt à les identifier et à se reposer dessus pour créer de la valeur. Qu'il s'agisse du Futuroscope, du Puy-du-Fou ou encore du comté, tous ces grands succès commerciaux sont nés d'une volonté d'élus de zones rurales de s'appuyer sur leur savoir-faire et leur patrimoine, et de faire converger les efforts de tous les acteurs pour produire de la richesse sur leur territoire. Et si des élus ne trouvent pas de spécificité qui peut faire la différence, ils ont toujours la possibilité de tirer profit de l'attrait de plus en plus fort des consommateurs pour les circuits courts, les produits du terroir et le made in France, qui constituent un gisement énorme de valeur ajoutée et d'emplois. »* La crise sanitaire que nous traversons pourrait contribuer à accélérer ce mouvement. Les confinements à répétition qu'elle a engendrés semblent en effet avoir, une bonne fois pour toutes, décidé de nombreux citadins à quitter la ville au plus vite pour s'installer à la campagne. Ce phénomène doit toutefois être surveillé de près. Un « exode urbain » trop rapide risquerait fort de remettre en cause l'équilibre de certains territoires et d'engendrer des effets pervers négatifs pour la population. Oui pour un retour aux sources, mais en douceur. ◆

TENDANCE

Le retour des commerces ambulants

Même s'ils n'ont jamais vraiment disparu du paysage, les commerces ambulants connaissent un vrai regain d'intérêt depuis plusieurs années. Des villages voient ainsi revenir un boucher, un poissonnier, un boulanger ou un maraîcher qui, pendant quelques heures, installe son camion sur la place centrale pour vendre ses produits. D'ailleurs, les métiers de bouche ne sont plus les seuls à s'exercer en itinérance. Des coiffeurs, des manucures, des libraires, des fleuristes, des rémouleurs, des sophrologues et bien d'autres ont fait ce choix-là. Certaines antennes France services (lire ci-contre) ont même mis en place des permanences d'accueil dans des camping-cars. Si fidéliser les clients par ce biais est loin d'être évident, l'itinérance permet non seulement de créer sa petite entreprise en limitant l'investissement et les charges, mais aussi de toucher une nouvelle clientèle, souvent tenue à l'écart.

L. LECARPENTIER/REA

J. GOBIN/ALPACA-ANDIA

L'itinérance permet de toucher des populations souvent restées à l'écart.